Maroc : l’Union européenne promet 1,6 milliard d’euros d’investissements

09.02.2022 Maroc : l’Union européenne promet 1,6 milliard d’euros d’investissements

Ces ressources vont encourager la production d’énergie verte, a indiqué la présidente de la Commission européenne lors d’un voyage au Maroc. Le royaume chérifien veut réduire de 45,5 % ses émissions de gaz à effet de serre d’ici à 2030. Il s’est fixé pour objectif de porter à plus de 52 % la part des énergies renouvelables d’ici à 2025.

C’est la réponse européenne à la *Belt and Road* de la Chine. Le Maroc sera parmi le premier pays africain à recevoir un financement dans le cadre du projet « Portail mondial », un programme de développement d’infrastructures. La présidente de la Commission européenne (CE), Ursula von der Leyen, s’est ainsi rendue à Rabat le 09 février. Lors de cette visite, la dirigeante allemande a rencontré le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, ainsi que le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita.

« Le Maroc est un pays avec lequel nous avons construit un partenariat stratégique, étroit et solide », a souligné la responsable européenne, qui a par ailleurs annoncé que l’Union européenne (UE) souhaite continuer à approfondir ses relations avec le Maroc « en tant que voisins, en tant que partenaires

et en tant qu’amis ». Des déclarations auxquelles le chef du gouvernement marocain a répondu en indiquant veiller « avec sérieux au raffermissement de cette relation à laquelle sa Majesté le Roi Mohammed VI accorde une importance très particulière ».

À LIREMaroc-UE : le grand reset ?

« Transition verte et numérique »

L’objectif premier de ce partenariat est d’accompagner le Maroc dans sa transition énergétique. Le royaume chérifien veut réduire de 45,5 % ses émissions de gaz à effet de serre d’ici à 2030. Il s’est fixé pour objectif de porter à plus de 52 % la part des énergies renouvelables d’ici à 2025.

> *Merci au chef de gouvernement Aziz Akhannouch pour son accueil.*
>
> *Le Maroc est le 1er partenaire économique de l’UE en Afrique.*
>
> *Allons plus loin, avec notre Partenariat Vert pour le développement durable. https://t.co/wU0S5Lod6V*
>
> *— Ursula von der Leyen (@vonderleyen) February 9, 2022*

Les deux parties coopèrent d’ores et déjà dans le développement de la connectivité sociale par le biais d’un partenariat numérique. « Beaucoup peut être réalisé pour intégrer davantage nos économies et mieux les adapter au bénéfice de nos entreprises, de leurs salariés et de tous les travailleurs », a estimé la présidente de la CE, en soulignant « l’attention portée par l’UE au rôle de la jeunesse et à sa contribution cruciale au progrès de nos sociétés ainsi qu’aux efforts à déployer pour lui offrir le meilleur avenir ».

À LIREAccords Maroc-UE : quand la justice européenne bafoue le droit international

L’alliance des Unions

Le 10 février, Ursula von der Leyen rencontrera le chef d’État sénégalais Macky Sall, qui vient de prendre la présidence tournante de l’Union africaine. Cet échange intervient à quelques jours du sommet entre l’Union européenne et l’Union africaine, qui se tiendra à Bruxelles à la mi-février.

« Le sommet devrait identifier une première série d’interventions stratégiques dans les domaines des infrastructures, du développement des chaînes de valeur, du secteur privé, de la formation professionnelle et de la santé », a déclaré la présidente de la CE, citée par l’AFP. Pendant son séjour au Sénégal, elle participera également à une cérémonie officielle inaugurant la mise en route du NDICI (pour instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale)-Global Europe MADIBA project (Manufacturing in Africa for Disease Immunization and Building Autonomy, soit Produire en Afrique pour renforcer la vaccination et l’autonomie), auquel l’UE apportera un soutien financier pour la construction d’une usine de production de vaccins contre le COVID-19 et d’autres maladies.

À LIREAccords commerciaux UE-Maroc sur le Sahara : comment Rabat peut riposter

Sortir de la dépendance

Les fonds du « Portail mondial » (Global Gateway) sont issus des ressources propres de l’Union européenne (18 milliards d’euros de subvention), des financements accordés par les 27

États membres, ainsi que des fonds des institutions financières européennes (145 milliards d’euros d’investissements) et des institutions nationales de développement (135 milliards d’euros), appuyés par des investissements privés. L’objectif étant de s’appuyer sur les investissements des secteurs public et privé comme alternative aux prêts chinois.

« Les options d’investissement en Afrique englobent trop souvent des coûts cachés. Les coûts financiers, politiques, environnementaux et sociaux sont parfois très lourds. Ces options créent souvent plus de dépendance que de véritables liens », a déclaré Ursula von der Leyen. Ainsi, l’UE envisage également la possibilité de mettre en place une facilité européenne de crédits à l’exportation afin de compléter ce dispositif.

Source : https://www.jeuneafrique.com/1310465/economie/maroc-lunion-europeenne-promet-16-milliard-deuros-dinvestissements/